

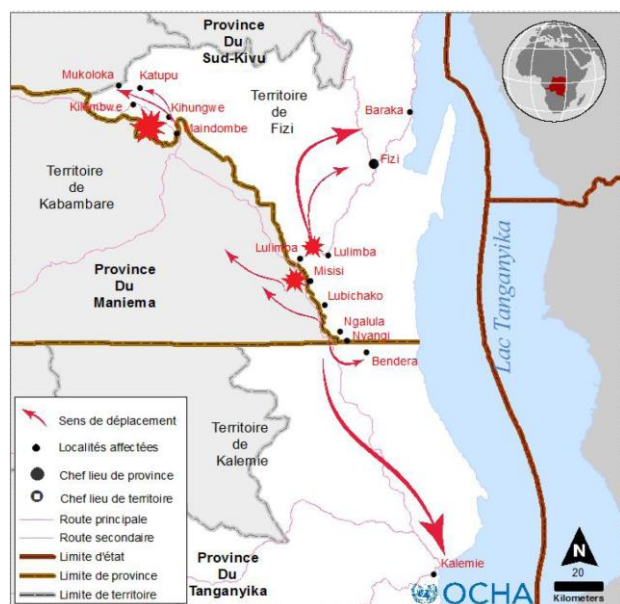


Ce rapport a été produit par OCHA en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 31 juillet au 6 août 2017.

Faits saillants

- **Seulement une victime de viol sur quatre reçoit un kit PEP dans le Territoire de Fizi**
- **Mise en place d'un Comité Provincial de Crise pour la Gestion Harmonieuse de l'Epidémie de Choléra au Sud-Kivu suite à la progression de la maladie**

Aperçu de la situation



Territoire de Fizi

Selon l'ONG Groupe de voix sans voix (GVSV), plus de 14 000 personnes déplacées ont été enregistrées en début du mois de juillet en Territoire de Fizi, précisément à Baraka, Fizi centre, Katanga, Lweba, Mutera et Sebele. Ce déplacement est lié aux affrontements qui ont opposé les FARDC aux Mayi-Mayi de la Coalition Nationale du Peuple pour la Souveraineté du Congo (CNPSC) du 29 juin au 05 juillet sur l'axe Lulimba-Nyange. Hébergés dans des familles d'accueil, ces déplacés vivaient en grande partie des activités économiques autour des carrés miniers de Lubichako, Misisi et Nyange. Dans leur fuite, ils ont perdu certains de leurs biens et en ont vendu d'autres pour subvenir à leurs besoins primaires. La majorité de ces déplacés à besoin d'une assistance alimentaire, d'articles ménagers essentiels, d'éducation et de soins de santé. La communauté humanitaire a également noté la présence d'autres déplacés sur l'axe Sebele – Kikonde et le long de littoral sud de Kazimia à Talama.

Territoire d'Uvira

Dans les Moyens plateaux de Lemera, la même source signale le déplacement de plus de 400 personnes de la localité de Rudaga vers celles de Bulanga, Kibungu, Langalanga et Rubanga suite aux affrontements de juillet dernier entre les FARDC et les Groupes armés actifs dans la zone. Ces déplacés n'ont pas accès aux champs et vivent de travaux journaliers et de la générosité des communautés locales. Des missions d'évaluation CMP à Fizi et à Uvira sont prévues pour confirmer ces alertes.

Territoire de Shabunda

Le 3 août dernier, dans le village Makala, en Groupement de Bamuguba-Nord, des affrontements ont été signalés entre deux groupes Raia Mutomboki dont celui de Bermuda et de Kikwama qui se disputaient le contrôle de cette localité censée abriter plusieurs sites miniers. Divers incidents de protection ont été observés dont le pillage de petits bétails et quelques biens de valeurs. De plus, quelque 340 personnes se sont déplacées vers les villages de Nduma et Swiza.

Besoins et réponses humanitaires



Santé

Au cours de la semaine 31, 32 cas de choléra ont été hospitalisés au Centre de Traitement de Choléra de Minova (Zone de Santé de Minova). Pour l'heure, aucun cas de décès n'a été notifié mais le rythme de la maladie inquiète la Division Provinciale de la Santé (DPS) du Sud-Kivu qui ne dispose plus de ringer, après que le dernier lot ait été envoyé dans la Zone de Santé (ZS) de Katana où 11 cas ont été également notifiés. De son côté, l'Organisation mondiale de la Santé indique que le contact a été établi avec la ZS de Minova afin de suivre l'évolution de la situation. Cette nouvelle notification vient s'ajouter aux anciennes alertes choléra en provenance des ZS de Fizi (77 cas du 24 au 30 juillet contre 66 cas du 17 au 23 juillet). Pour l'instant, Baraka et ses environs (Mushimbake et Mwangaza) sont les plus touchées. La propagation de la maladie vers les aires de santé qui se trouvent le long du littoral (Katanga, Malinde, Sebele et Some) est source d'inquiétude. En termes de réponse à la riposte aux flambées de cas de choléra dans la zone, une ONG médicale internationale intervient dans la prise en charge des cas. Toutefois, faute de partenaires spécialisés dans le volet de la prévention, l'ONG appuie 9 sites de chloration autour de Baraka à travers le Bureau Central de la Zone (BCZ). Des activités de sensibilisation porte à porte suivies de distribution d'aquatabs sont organisées par le BCZ mais la réponse à la prévention est loin de couper la chaîne de contamination. La présence d'un acteur clé en prévention s'avère nécessaire.

Le choléra est également signalé dans la ville de Bukavu, où 25 cas a été rapporté entre le 31 juillet et le 6 août contre 12 cas entre le 24 et 30 juillet. Compte tenu de l'extension de l'épidémie de choléra dans plusieurs ZS au Sud-Kivu, les acteurs de santé estiment qu'une cellule de crise devrait rapidement être mise en place. A cet effet, l'OMS compte engager les autorités provinciales en vue d'opérationnaliser le « Comité Provincial de Crise pour la Gestion Harmonieuse de l'Épidémie de Choléra au Sud-Kivu » pour une riposte efficace.



Protection

Selon le résultat du rapport de la mission intercluster du 15 au 29 juillet derniers sur les axes Lulimba – Nyange, Kalonda-Kibuyu – Shibukumba et Lulimba- Kilembwe, 163 cas de viol sur des femmes ont été recensés entre avril juillet. 116 de ces cas ont été enregistrés dans le contexte des affrontements qui ont opposé les FARDC et les Mayi-Mayi Yakutumba entre le 29 juin et le 05 juillet. Sur les 17 cas de viols rapportés sur des femmes et des filles sur l'axe Lulimba-Nyange pendant la crise, seuls 4 ont reçu des kits PEP (prévention post-exposition) dans le délai maximum de 72 heures. Le manque de kits PEP et la crainte de stigmatisation (facteurs culturels) expliquent le faible taux de consultation des survivantes dans la zone évaluée.

A Bukavu, le 31 juillet, la Police Nationale Congolaise (PNC) aurait fait usage de balles réelles pour disperser des manifestants qui ont exigé de la CENI la publication du calendrier électoral. Au moins 5 personnes ont été grièvement blessées et plusieurs arrestations auraient également eu lieu.



Mouvements de population

En Territoire de Fizi, près de 47 000 personnes déplacées ont été enregistrés, dont plus de 29 000 déplacés suite aux affrontements du 29 juin au 05 juillet. Ces déplacés tout comme certains habitants autochtones présentent une vulnérabilité accrue en assistance en vivres et biens non-alimentaires. Des échanges/rencontres intersectorielles sont prévues au niveau du Sud Kivu et avec les provinces voisines du Maniema et du Tanganyika, pour une réponse concertée à la crise.

7 000 490

Habitants (dénombrement sanitaire 2016)

487 000

Déplacés internes au 31 juin 2017

40 009

Réfugiés Burundais enregistrés au 31 juillet 2017

23%

Taux d'accès aux toilettes hygiéniques

58%

Taux d'accès à l'eau potable